

Facebook : Cambridge Analytica jette l'éponge

L'exploitation politique de dizaines de millions de profils Facebook coûte cher à Cambridge Analytica. La société britannique et sa maison mère SCL ont initié mercredi 2 mai « *une procédure d'insolvabilité au Royaume-Uni* », [a indiqué l'entreprise](#) dans un communiqué.

Parallèlement, des procédures visant à placer la firme sous la protection de la législation américaine sur les faillites seront lancées auprès du tribunal des faillites du district sud de New York au nom de Cambridge Analytica et de certains de ses affiliés aux États-Unis.

Cambridge Analytica, qui fournissait des prestations de traitement et analyse de données aux gouvernements et aux entreprises, est accusée d'avoir aspiré et exploité sans consentement les données de [87 millions d'utilisateurs](#) du réseau social. Et ce à des fins marketing et politiques. Ses services auraient notamment été utilisés pour influencer le vote d'électeurs américains lors de la campagne [présidentielle de Donald Trump](#).

Le prestataire a démenti. Mais il n'a plus les moyens de résister à la crise.

Fusible ?

« Ces derniers mois, Cambridge Analytica a fait l'objet de nombreuses accusations infondées. Malgré ses efforts pour rectifier les faits, elle a été calomniée pour des activités qui non seulement sont légales, mais aussi largement acceptées comme faisant partie intégrante de la publicité en ligne dans les domaines politique comme commercial », explique la firme.

Elle juge donc que *« la couverture médiatique de l'affaire a fait fuir presque tous les clients et les fournisseurs de la société »*. Par conséquent, *« il a été établi qu'il n'est plus viable de continuer à opérer l'entreprise. Ce qui ne laisse à Cambridge Analytica aucune alternative réaliste à son placement sous administration judiciaire »*, a précisé la source.

Dans ce contexte, *« la société cesse immédiatement toutes ses activités »*. Le cabinet d'audit Crowe Clark Whitehill a été nommé administrateur indépendant de Cambridge Analytica.

De son côté, Facebook a affirmé dès le [début de l'affaire](#) ignorer que les données collectées par la firme britannique via une application de tests psychologiques étaient utilisées dans un cadre politique. Depuis, [Mark Zuckerberg](#), fondateur et CEO de Facebook, a fait son mea culpa. Par ailleurs, il a annoncé [des mesures](#) pour mieux protéger les données personnelles des utilisateurs de la plateforme. Et rassurer [les annonceurs](#).

(crédit photo : [Book Catalog](#) on [Visual Hunt](#) / [CC BY](#))